

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 12/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCCOIM

ZA des Pierrelets
45380 Chaingy

Références : XX
Code AIOT : 0010001571

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2024 dans l'établissement SOCCOIM implanté Secval 45300 Dadonville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCCOIM
- Secval 45300 Dadonville
- Code AIOT : 0010001571
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plateforme de compostage de DADONVILLE est exploitée par SOCCOIM, autorisée par arrêté préfectoral depuis le 6 avril 2011.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 2 | Déchets de pneumatiques | Autre du 26/02/2024, article L. 541-2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Art 4.GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A ... | Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 4.3.6 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 7 | ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION | Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 8.6.2 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 8 | RESSOURCES DE L'ETABLISSEMENT EN EAU ET MOUSSE | Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 8.6.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 9 | Bassin de confinement et bassin d'orage | Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 8.6.6.1 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | QUANTITE MAXIMALE ANNUELLE A EPANDRE A L'HECTARE | Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 9.1.5 | Sans objet |
| 3 | Registre d'admission | Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 9.2.1.3 | Sans objet |
| 4 | PROPRETE | Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 2.3.1 | Sans objet |
| 6 | DEFINITION GENERALE DES MOYENS | Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 8.6.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des bassins de lixiviats est inquiétante, le débordements de ces bassins inquiètent quant à la rétention des eaux d'extinction mais également sur l'impact des débordements sur la carrière voisine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : QUANTITE MAXIMALE ANNUELLE A EPANDRE A L'HECTARE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 9.1.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Epandage |
| Prescription contrôlée : Quels que soient les apports de fertilisants azotés, compatibles avec le respect de l'équilibre de la fertilisation, la quantité maximale d'azote d'origine organique contenue dans les produits épandus sur l'ensemble du plan d'épandage de l'établissement ne doit pas apporter plus de 200 kg N / ha / an. Les doses d'apport sont déterminées en fonction : <ul style="list-style-type: none">- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement ;- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus ;- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, les effluents et tous les autres apports ;- des teneurs en éléments ou substances indésirables des effluents à épandre ;- de l'état hydrique du sol ;- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années ;- du contexte agronomique et réglementaire local (programme d'action). Elles ne doivent pas dépasser, compte tenu des autres apports fertilisants et toutes origines confondues, les quantités maximales suivantes : Azote (N) — Phosphore (P) Nature de la culture N (kg/ha/an) P (kg/ha/an) Herbage Cultures fourragères 66 5 |
| Constats : L'inspection de 2021 a constaté que l'exploitant avait épandu en 2020 une quantité d'azote organique supérieure à la quantité maximale prescrite de 200 kg/ha/an via l'épandage du compost. D'après son bilan de 2023, la quantité d'azote organique épandu a été de 170,94 kg/ha pour le compost et de 113,128 kg/an pour les lixiviats. PdC n° 1 : La non-conformité de 2021 est levée. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - |

| |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

N° 2 : Déchets de pneumatiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Autre du 26/02/2024, article L. 541-2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Pneumatiques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Aucun déchet de pneumatique n'a été observé sur site. L'exploitant doit justifier à l'inspection son exutoire pour ce type de déchet.</p> <p>PdC n°2 : L'exploitant doit justifier de l'organisme prenant en charge les déchets de pneumatiques.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir à l'inspection le justificatif de l'élimination de ses déchets de pneumatiques.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Registre d'admission

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 9.2.1.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de : - la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ; - pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ; - la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe IT de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées.</p> |

| |
|---|
| <p>Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets. Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles visées à l'article L.255-9 du code rural. Le mélange de divers déchets ou le retour en tête des composts dans le seul but de diluer les polluants ou indésirables est interdit</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le registre d'admission de 2023 a été fourni à l'inspection. Celui-ci n'appelle pas d'observation, la référence du certificat d'acceptation préalable a été ajoutée depuis l'inspection de 2021.</p> <p>PdC n°3 : Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : PROPLETE

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 2.3.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence, Des opérations de nettoyage et d'entretien sont menés de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération d'insectes et de rongeurs et pour éviter le développement de la végétation sur les tas de compost, et ce sans altération de ceux-ci.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection de la carrière voisine en 2023, l'inspection avait constaté un envol conséquent de plastiques en provenance de l'installation de compostage. L'exploitant avait été prévenu et a répondu à l'inspection qu'il prendrait les mesures nécessaires pour nettoyer et éviter que cela se reproduise.</p> <p>Lors de la présente inspection, le site et ses alentours sont apparus propres. Des filets anti-envol ont été installés sur le site.</p> <p>PdC n°4 : Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p> |

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Art 4.GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A ...

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 4.3.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Les lixiviats issus de la fermentation des andains sont collectés et stockés dans deux bassins étanches de capacité respective de 800 m³ et 250 m³. Ces lixiviats sont ensuite utilisés pour l'arrosage des andains de compost dans le cadre de son procédé de fabrication. L'excédent de ces effluents, non recyclé pour l'arrosage des andains, est valorisé dans le cadre d'un plan d'épandage visé au CHAPITRE 9</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les lixiviats sont retenus par deux bassins dont la dimension ne semble pas adaptée. Lors de la présente inspection les bassins de rétention des lixiviats débordaient. Le positionnement particulier de la plateforme de compostage, enclavée dans une carrière, laisse supposer que ces lixiviats s'écoulaient dans cette dernière.</p> <p>PdC n°5 : Les bassins de lixiviats débordent.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir à l'inspection tout élément permettant de justifier le volume des bassins de lixiviats.</p> <p>Dans le cas où il considère que ces bassins sont correctement dimensionnés, il doit justifier auprès de l'inspection des installations classées des mesures correctives mises en œuvre pour empêcher le renouvellement du débordement des bassins.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 6 : DEFINITION GENERALE DES MOYENS

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 8.6.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude des dangers. Une surface au moins équivalente à celle de l'andain de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'installation pour faciliter l'extinction en cas d'incendie.</p> |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>L'installation est pourvue d'une bâche souple de 120 m3, une surface libre est disponible pour faciliter l'extinction.</p> <p>PdC n°6 : Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 8.6.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il prend les mesures nécessaires pour éviter que des matières quelconques (feuilles, plastiques, autres) ne tombent dans le bassin de réserve incendie. Ce bassin est nettoyé chaque fois que cela est nécessaire afin d'éviter d'avoir de l'eau croupie et chargée en matières diverses. Cette réserve incendie est protégée des eaux de ruissellement ou d'extinction évitant sa pollution. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la présente inspection la bâche souple de réserve incendie n'était pas accessible aux engins de secours, un andain était déposé devant.</p> <p>Les bassins de rétention des lixiviats, faisant office également de bassin incendie, débordaient. Le positionnement particulier de la plateforme de compostage, enclavée dans une carrière, laisse supposer que ces lixiviats s'écoulaient dans cette dernière. Rien n'est en place afin d'empêcher que des matières quelconque ne tombent dans ces bassins.</p> <p>PdC n°7 : Les bassins de lixiviats, faisant office de rétention des eaux d'extinction débordent. La bâche souple qui constitue une réserve incendie n'est pas accessible.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires afin d'éviter le débordement de ses bassins de lixiviats. Il doit également prendre les mesures afin d'éviter que les bassins ne contiennent des matières quelconques.</p> |

| |
|--|
| L'exploitant doit également s'assurer de constamment laisser l'accès à la bâche souple dégagé afin de laisser libre accès aux services d'incendie et de secours. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 8 : RESSOURCES DE L'ETABLISSEMENT EN EAU ET MOUSSE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 8.6.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - une réserve d'eau incendie de capacité au minimum de 150 m, disponible en permanence, et munie d'une ligne d'aspiration de 100 mm de diamètre répondant aux caractéristiques suivantes : la crépine se situe à 30 cm minimum en dessous de la surface du bassin à son niveau le plus bas, " en fond de bassin un puisard récupère les boues, la crépine se situe à 50 cm minimum du fond du bassin, "La hauteur d'aspiration est de 6 mètres maximum, » la ligne d'aspiration est de 8 mètres maximum, l'extrémité de la canalisation, avant le demi-raccord repose sur un point fixe capable de supporter le poids de la canalisation en charge, le demi-raccord symétrique auto-étanche de type A.R. (NF S 61-705) est de 100 mm et les tenons sont disposés horizontalement (parallèles au sol, l'un au dessus de Pautre), * les raccords de mise en aspiration sont à 70 cm du sol environ, - d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement ; - d'un engin de chantier destiné à isoler les parties enflammées des andains du reste de l'exploitation. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'installation est dotée d'une bâche souple de 120 m³.</p> <p>PdC n°8 : L'installation est dotée d'une bâche souple de 120 m³ au lieu de 150 m³ demandé dans l'AP.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier qu'il dispose des moyens d'intervention suffisants.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 9 : Bassin de confinement et bassin d'orage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2011, article Art 8.6.6.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incendie |
| Prescription contrôlée : |

| |
|--|
| <p>La plate-forme de compostage étanche qui est en mesure de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) est raccordée à deux bassins de confinement étanches aux produits collectés et d'une capacité globale minimum de 1050 m°. Ces bassins sont maintenu en temps normal au niveau permettant de recevoir à tout moment un volume de 150 m° provenant des eaux d'extinction incendie. La vidange suivra les principes imposés par l'Article 4.3.7. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les bassins débordaient lors de l'inspection.</p> <p>PdC n°9 : Les bassins débordent.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de disposer constamment du volume disponible afin d'accueillir les eaux d'extinction. L'exploitant doit également s'assurer que le débordement des bassins n'a pas impacté la carrière voisine.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |